

L'islam imaginaire du débat public français

Une remise en perspective

Entretien avec Thomas Deltombe*

La question de l'islam est devenue centrale dans le débat public français. Mais cette centralité n'a rien d'évident : elle émerge au fil d'un processus commencé il y a près de trente ans et qu'on peut décrire comme une construction intellectuelle. Un jeu de réductions successives a fini par recentrer des problèmes sociaux sur une question culturelle et religieuse qui occupe désormais beaucoup d'espace et filtre les autres aspects du débat. Des catégories anciennes de la réflexion intellectuelle et de la culture républicaine ont été remobilisées pour construire ce débat, dans des conditions qui demandent à être interrogées.

Quand et dans quelles conditions la question de l'islam apparaît-elle sur la scène intellectuelle française ?

Pour comprendre l'islamophobie contemporaine en France, il n'est pas inutile de revenir aux années 1970. À l'époque, une partie des élites françaises a connu un changement idéologique majeur : un certain nombre de personnalités de gauche, qui avaient défendu le « communisme » dans les années antérieures, dans ses versions soviétique, chinoise ou cubaine, ont commencé à renoncer à leurs engagements et à dénoncer la nature « totalitaire » du communisme. Cette dénonciation du « totalitarisme » et l'exaltation parallèle de « la liberté » sont devenues, dans le débat public, une des principales préoccupations.

Dans un premier temps, la religion musulmane n'apparaissait pas dans ce débat. Mais la Révolution iranienne de 1978-1979, malgré l'enthousiasme initial qu'elle a suscité chez certains, a progressivement fait de « l'islam » une des cibles du courant « antitotalitaire ». Or ce processus se double d'un second : le changement de regard, au tournant des années 1970-80, sur les populations migrantes. Subitement, on comprit que ceux-ci n'étaient pas, comme on avait voulu le croire jusque-là, de simples « oiseaux de passage » voués, à terme, à « rentrer chez eux ».

La question religieuse est-elle d'emblée associée à la question de l'immigration ?

Non, mais on observe progressivement un glissement sémantique dans le discours public : les « travailleurs étrangers » (algériens, tunisiens, marocains, africains...), comme on les appelait dans les années 1970, deviennent de simples « immigrés » au début des années 1980. Délaissant progressivement les autres, on s'intéresse de plus en plus aux seuls « Nord-Africains », en singulièrement à tous ceux qui ressemblent à des « Algériens ». Et le regard se focalise bientôt sur la « deuxième génération », à laquelle on donne une étiquette spécifique, les « Beurs », comme si ce segment de la société, considéré comme irrémédiablement « différent » et « homogène », devait être maintenu en situation d'extériorité (et d'infériorité) par rapport au reste de la société française.

L'érection de ce cordon de sécurité symbolique autour des « Beurs » est renforcé par l'usage constant, et obsessionnel, d'un terme qui avait presque disparu depuis la guerre d'Algérie : « l'intégration ». Formulée explicitement comme une marque de « générosité » (« la France fait des efforts pour intégrer... »), cette thématique de « l'intégration » devient implicitement, au milieu des années 1980, une arme d'exclusion. Présupposant qu'ils ne le sont pas, on exige des « immigrés » qu'ils « s'intègrent » promptement. Comme l'attestent l'obsession des médias pour celles qu'ils appellent alors « les Beurettes » et l'intérêt croissant des journalistes pour la

* Thomas Deltombe est journaliste et essayiste. Il a notamment publié *L'islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005* (La Découverte, 2005).

« culture islamique » de la « deuxième génération d'immigrés », l'aspect socio-économique de cette « intégration », qui ne concerne pas que les « immigrés », s'efface au profit d'une lecture strictement culturaliste. Avec cette question latente : sont-ils, au fond, « intégrables » ?

Ce qui se passe en fait à cette époque pourrait être décrit comme une forme d'essentialisation de la population française « issue de l'immigration » : la nationalité ne suffisant plus à marquer la « différence » et à garantir les frontières de l'« identité nationale », on cible l'identité culturelle, et en particulier sa dimension religieuse, des « immigrés ». Les médias et un certain nombre d'intellectuels convertissent alors un segment de la population à une religion qu'ils appellent « islam », sans même demander aux présumés « musulmans » ce qu'ils pensent de cette catégorisation. Cette « identité islamique » imposée commence (et continue aujourd'hui) à fonctionner comme un stigmat soulignant le présumé « manque d'intégration » d'un segment de la population qu'on va littéralement isoler, en le prédéfinissant culturellement et ethniquement.

La mise entre parenthèse des problèmes socio-économiques au profit de grilles de lecture « culturelles », « religieuses » et « identitaires » permet au bout du compte d'inverser les responsabilités : ce ne sont plus les dirigeants qui sont responsables des problèmes sociaux et de la crise économique, mais l'ancien « travailleur étranger » devenu « immigré », puis « musulman ». La création d'un bouc émissaire « musulman » favorise évidemment l'extrême droite, en pleine expansion à l'époque, dont les forces politiques traditionnelles cherchent à capter l'électorat. Il s'agit d'apporter une réponse « acceptable », formulée de ce fait en termes « religieux », aux « bonnes questions » posées par le Front national (dixit Laurent Fabius, alors premier ministre). L'« antiracisme » autoproclamé, donné comme une réplique décisive au « racisme » de l'extrême droite, vient compléter le dispositif : en arborant le badge de SOS Racisme (« Touche pas à mon pote »), en parlant en permanence de « nos amis » noirs et arabes, en mettant en avant « leurs remarquables traditions culturelles » (musique, cuisine, etc.), beaucoup de gens se croient, de bonne foi, immunisés contre le racisme et le paternalisme que charrie pourtant leurs discours de plus en plus stigmatisants à l'égard cet « islam » essentialisé et abstrait que je qualifie d'« imaginaire ».

Quel rôle jouent les médias dans ce glissement ?

Ils jouent un rôle important, non pas, évidemment, sous la forme d'un « complot » mais du fait d'évolutions structurelles. L'intérêt renouvelé pour l'« islam » dans les années 1980 a été notamment favorisé par les profondes évolutions de l'industrie des médias au milieu des années 1980. L'invasion de la presse magazine par la publicité et l'apparition de chaînes de télévision privées (par le biais notamment de la privatisation en 1987 de TF1) ont eu des conséquences importantes. Désormais financées par la publicité et suspendues à l'Audimat, les médias ont eu tendance à négliger des problèmes « ennuyeux », comme les questions économiques, les affaires internationales, les inégalités sociales, etc., et à se tourner vers des sujets plus « sexy », et plus rémunérateurs, comme l'« immigration », les « violences urbaines » ou « l'intégrisme islamique ». Par leur aspect « spectaculaire », les images de barbues, de femmes voilées, de foules en prières dans la rue ont joué un rôle essentiel. Alors que les commentaires « oubliaient » de dire que le port de la barbe et du foulard n'était pas une nouveauté, et que les prières dans la rue s'expliquaient par les blocages politiques et les difficultés financières des croyants pour construire des lieux de cultes décents, ces images ont eu tendance à valider, sur le mode « émotionnel », la thèse conjointe de la non « intégrabilité » des « immigrés » et de « l'offensive intégriste ».

Parle-t-on déjà de « choc des civilisations » ?

En tant que telle, la notion de « choc des civilisation » n'entrera dans le débat public qu'à la fin

des années 1990. Mais cela fait bien longtemps, on l'a vu, que les médias et les responsables politiques colportent l'idée d'une « incompatibilité » culturelle entre les « civilisations » musulmanes et occidentales. Ce processus est particulièrement notable au cours de l'année 1989, marquée au niveau international par l'affaire Salman Rushdie et la chute du mur de Berlin et, au plan national, par la célébration du bicentenaire de la Révolution française et la première affaire des foulards. Ces événements tendent à faire de « l'Islam » le substitut du communisme comme l'ennemi mortel de « l'Occident ». De façon significative, c'est l'année suivante que l'on voit pour la première fois apparaître Bernard Lewis, véritable docteur en « choc des civilisations », à la télévision française (sur TF1).

En France, c'est autour de la laïcité que s'opère cette évolution. Après la publication des *Versets sataniques* de Salman Rushdie (qui est l'objet d'intenses débats en France à partir de février 1989), la laïcité tend à être décrite comme l'ultime rempart contre l'« offensive intégriste », « la théocratie islamique » et le « totalitarisme vert », symbolisés depuis 1979, dans les imaginaires occidentaux, par l'Iran de l'ayatollah Khomeiny. On verra ainsi Régis Debray en appeler sur les plateaux de télévision à « la défense de notre capital génétique de civilisation » (sic) qui, précise-t-il, « s'appelle les Lumières, le rationalisme, la République, la laïcité ». Quelques mois plus tard, au moment de l'affaire des « tchadors de Creil » (automne 1989), le même Debray signera avec quelques intellectuels un appel contre le « Munich de l'école républicaine » que constituerait, selon lui, l'acceptation du « foulard islamique » dans les établissements scolaires français. Dans la droite ligne de la pensée « antitotalitaire » des années 1970, le « foulard » devient le symbole d'un « nouveau nazisme » (analogie que reprendront Jean-Marie Le Pen, André Glucksmann et beaucoup d'autres).

Déjà bien engagé, le rapprochement idéologique entre la gauche et la droite apparaît particulièrement visible au moment de cette affaire de Creil. Alors que la gauche de gouvernement, qui a renoncé à son programme économique et social au début des années 1980, se raccroche fièrement la « laïcité », une des seules « valeurs » qui lui reste, la droite, traditionnellement plus hésitante à embrasser un concept qui avait longtemps visé l'Eglise catholique, rejoint leurs adversaires quand il devient évident que l'« islam » est désormais la cible unique de cette « laïcité » nouvelle manière. Avec « l'intégration », dont elle serait l'instrument nécessaire, la « laïcité » devient pour beaucoup un nouveau moyen d'euphémiser rhétoriquement, et de véhiculer sous une forme « acceptable », ce « choc des civilisations » qui ne dit pas (encore) son nom.

Il y eut cependant des acteurs de bonne foi, dans cette défense de la laïcité : peut-on vraiment la réduire à un repli nationaliste qui ne dirait pas son nom ?

Si l'on met de côté toutes celles et tous ceux qui utilisent, ou profitent cyniquement, des « débats sur l'islam » pour muscler leur Audimat, pour s'assurer une visibilité médiatique, pour brosser l'électorat dans le sens du poil, etc., on peut effectivement penser que beaucoup de ceux qui interviennent dans les médias et qui construisent ainsi le débat public (journalistes, intellectuels, responsables politiques) sont effectivement de « bonne foi », comme vous dites. Mais ce qu'il y a de frappant dans cette histoire, c'est que même ceux-là semblent parfois avoir du mal à comprendre que les termes dans lesquels sont posés ces « débats » ne sont pas innocents.

Votre question évoque, par exemple, « la défense » de la laïcité. Expression intéressante ! Elle fut abondamment utilisée en 1989 – alors même que rien ne laissait penser que la laïcité était « attaquée » – pour faire croire à un public crédule que la laïcité subissait en France une « offensive téléguidée » par... Khomeiny ! De la même manière, on entendit, en 1994, Ségolène Royal « défendre la laïcité » en France contre... le GIA algérien ! La « laïcité » serait-elle une mesure antiterroriste ? La question se pose sérieusement depuis septembre 2001, car c'est bien grâce un mélange d'arguments « sécuritaires » et « civilisationnels » qu'a été justifiée la loi de 2004 interdisant les « signes ostensibles d'appartenance religieuse » dans les écoles publiques.

Cependant, pour ne pas tomber dans le ridicule et pour éviter de passer pour de fieffés réactionnaires, celles et ceux qui « défendent la laïcité » avec tant d'acharnement préfèrent souvent le faire dans l'abstrait, oubliant savamment de dire avec toute la précision requise qui sont les méchants « agresseurs ». Une précision qui ne serait pourtant pas tout à fait inutile si l'on voulait sincèrement éviter les quiproquos, les glissements dangereux et le retour insidieux d'un passé refoulé.

De nombreux observateurs ont en effet souligné les filiations qui existent entre les débats récurrents sur le « voile islamique » (1989, 1994, 1999, 2004...) et la pensée coloniale française. Un exemple intéressant à ce sujet est la réaction d'un journaliste du *Monde* qui, en 1989, après la diffusion sur Antenne 2 d'une émission sur les « intégrismes religieux » (mais qui se focalisait en fait uniquement sur l'« intégrisme islamique »). Le journaliste s'offusqua des propos tenus par Mgr Lefebvre au cours de l'émission. Mgr Lefebvre, expliquait-il, « a tenu un discours qui remonte aux premiers temps du colonialisme et que le raciste le plus inculte n'oserait plus exprimer aujourd'hui ». Ce que le journaliste du *Monde* ne remarqua pas cependant, c'est que toute l'émission charriait un mépris ahurissant pour l'islam et pour les « immigrés ». Et s'inscrivait en parfaite continuité, non pas avec « les premiers temps du colonialisme » où les catholiques cherchaient à convertir les « sauvages » ultramarins, mais avec « le second temps du colonialisme », celui de Jules Ferry, où l'on prétendait les « civiliser » à grand coup d'école laïque...

De « bonne foi » ou non, nous sommes tous profondément influencés par l'histoire coloniale. Si on ne travaille pas sérieusement sur ce passé qui, manifestement, ne passe pas, nous sommes condamnés, même à notre corps défendant, à cautionner le « repli identitaire », c'est-à-dire nationaliste et/ou raciste, que sous-tendent les débats piégés sur « l'islam ».

Propos recueillis par Richard Robert